

LE P RING

Le journal qui ne prend pas de gants

Apériodique libertaire d'Amiens et d'ailleurs

N°14 - Octobre 2017 - Prix libre

Mais où est donc passée la lutte des classes ?

« L'anarchisme n'est pas une belle fantaisie, ni une idée abstraite de philosophie : c'est le mouvement social des masses laborieuses. Pour cette raison déjà, il doit rallier ses forces en une organisation générale constamment agissante, comme l'exigent la réalité et la stratégie de la lutte des classes. »

C'est par ces lignes que quelques révolutionnaires russes en exil introduisirent le texte « Plate-forme organisationnelle de l'Union Générale des Anarchistes », publié en 1926. Tirant les leçons de la défaite de l'anarchisme pendant la révolution d'Octobre 1917, les membres du groupe Diélo Trouda (La Cause des Travailleurs) y ont imaginé un modèle d'organisation libertaire, censé rassembler, et assurer la cohérence entre théories et pratiques révolutionnaires. Tout d'abord parue en France, la *Plate-forme* s'est heurtée à la très vive opposition de certains milieux anarchistes puisque replaçant l'anarchisme dans l'histoire du mouvement ouvrier, elle en refusait la composante individualiste jugée d'influence bourgeoise. Ses détracteurs, néanmoins conscients de la nécessité de s'organiser⁽¹⁾, y ont répondu en préconisant une association basée sur la synthèse des différents courants de l'anarchisme, à savoir, le communisme libertaire, l'anarcho-syndicalisme et l'individualisme libertaire.

90 ans après la parution de la *Plate-forme*, la classe laborieuse subit encore et toujours l'oppression de la bourgeoisie, classe sociale parasite, qui survit et fait fortune en tirant profit d'un labeur qui n'est pas le sien. En France, l'offensive libérale a récemment pris la forme de l'adoption, en force, de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016, dite loi Travail ou loi El Khomri, grâce à l'utilisation de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution. Le mouvement social qui a combattu le projet de la-dite loi, de février à juillet 2016, a entraîné de nombreuses et de nouvelles personnes, jeunes et moins jeunes, dans les luttes. Paradoxalement, ce n'est pas la question sociale du travail qui a suscité le plus d'intérêt lors des débats ayant rythmé cette période : une large partie des assemblées s'est révélée nettement plus sensible à des questions telles que celles des rapports sociaux de sexe, du post-colonialisme, des usages alimentaires, de la rédaction d'une nouvelle Constitution, etc. De ce constat, il n'y a eu qu'un pas à franchir pour certains « authentiques révolutionnaires anticapitalistes » pour conclure que la question du travail était obsolète, que la lutte des classes était poussiéreuse et que le syndicalisme, qu'il fût réformiste ou révolutionnaire, était stérile⁽²⁾.

Cette posture n'est pas neuve, elle permet de satisfaire immédiatement et

à moindre frais ses propres appétits au nom d'une radicalité au contour souvent floue. Certes, bûcher exclusivement sur la question du travail, sur ses caractéristiques particulières dans une société capitaliste, et sur les perspectives révolutionnaires valables en la matière n'est pas évident ni gratifiant sur-le-champ, mais c'est vital. Quant à la perspective « lutte des classes », elle n'est assurément pas annexe ou primée. Par contre son occultation fait le jeu du capitalisme et du parlementarisme, véritable illusion de démocratie qui sert à assurer le maintien des privilèges bourgeois. Les tentatives de mise au rebut de ce concept ne sont pas à mettre aux seuls crédits des alliés objectifs de la bourgeoisie, idiots utiles ou social-traîtres issus de la classe laborieuse : le capitalisme assied sa domination aussi bien par la force brute, policière et militaire, que par la promotion d'une conception particulière du monde, celle d'un monde fictif, policé, qui serait exempt du combat sans merci opposant l'ensemble des travailleurs et des travailleuses, non propriétaires de leurs outils de production, au patronat.

C'est pourquoi, alors que l'action du gouvernement entend consacrer la toute puissance des patrons en démolissant le syndicalisme de lutte, il est essentiel de resserrer les rangs. Loin des flonflons de l'activisme compulsif prôné et des promesses lénifiantes des messies autoproclamés, l'unité des masses laborieuses est à rebâtir, forte d'une cohérence théorique et pratique qui s'inscrit dans une histoire collective à laquelle les anarchistes ont très largement contribué. En effet, ils et elles sont des travailleurs et des travailleuses : ils et elles défendent leurs intérêts de classe et se souviennent des premiers mots des statuts de l'Association Internationale des Travailleurs, « l'émancipation de la classe ouvrière sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » !

Bernoine

1 : Le mouvement anarchiste s'est révélé incapable d'adopter une position cohérente en 1914, et encore moins de faire contrepoids dans l'emballement qui a précédé les quatre années de boucherie.

2 : Bien au contraire, la lutte syndicale n'est pas morte. Ne serait-ce qu'à Amiens, il y a eu récemment le combat des Goodyear, celui des Whirpool, et il y aura certainement celui des Amazon. Quant à la situation internationale, elle montre une très forte prolétarisation des populations et une augmentation des luttes inhérentes.



1917 : ENTRE ESPOIR ET DÉSILLUSIONS

En 2017, nous commémorons les débuts de la Révolution russe. C'est pour nous l'occasion de revenir sur l'un des événements majeurs de l'histoire mondiale du XX^{ème} siècle qui résonne encore de nos jours.

La Révolution russe marqua une rupture dans l'histoire du socialisme (au sens originel et révolutionnaire du terme). Elle suscita un extraordinaire espoir pour l'émancipation des classes laborieuses et dominées face aux classes dominantes. Mais elle resta une déception immense, maculée de sang ouvrant sur l'édification d'un régime totalitaire, condamnant toute tentative d'une révolution sociale.

Lors de ces événements, les anarchistes ont été particulièrement actifs, malgré le fait qu'ils constituaient une des composantes les plus minoritaires du socialisme russe. Ils ont sans cesse martelé les exigences requises pour l'autodétermination des populations : l'organisation par la base et non par le haut, la ré-appropriation des usines et des terres, la solidarité, l'égalité réelle et effective, le tout appuyé sur une solide et profonde éthique humaniste.

Retour sur les faits marquants de ce tournant historique...

Rappelons qu'en 1917 en Russie, la situation est explosive ; le pays est dirigé par le gouvernement autocratique et despotique du Tsar Nicolas II descendant de la dynastie des Romanov au pouvoir depuis près de 300 ans. Ce régime politique n'a pas su moderniser (d'un point de vue général bien-sûr) les structures économiques et sociales russes que l'on pourrait affubler

de l'adjectif « moyen-âgeux » tant l'écart était important avec les autres puissances occidentales.

De plus, la Russie était engagée avec plus de 12 millions de soldats, par le jeu des alliances militaires du début du siècle, dans un conflit mondial dans lequel elle patinaït du fait de l'archaïsme de son armée (les soldats engagés sur le front de l'Est ont payé un énorme tribut en vies humaines). Pour la population à l'arrière, les conditions furent mortifères.

Cette campagne militaire fut un désastre et un désaveu cinglant pour l'État tsariste qui, suite à une série de grèves et d'émeutes à Petrograd, vit l'abdication du tsar en février 1917. C'est l'explosion de joie et le soulagement pour la population. Le début de la Révolution amène un espoir sans commune mesure. Le pays est en ébullition...

Néanmoins, le plus dur reste à faire, le pays est en plein flottement. Suite à ces événements, deux pouvoirs émergent : un gouvernement provisoire composé de leaders parlementaires (bourgeois et aristocrates progressistes emmenés par le Prince Lvov), et le soviétique (conseil) de Petrograd à l'initiative des forces socialistes (mencheviks, bolcheviks et socialistes révolutionnaires - SR), composé de 3000 délégués mandatés issus des usines et des garnisons de soldats.

La situation est ambiguë ; le gouvernement provisoire n'a pas les moyens de faire appliquer ses décisions et le soviétique de Petrograd exerce un pouvoir réel en mettant en place

Illustration :
Clifford Harper,
Strike

une administration pour le ravitaillement de la ville. Fonctionnant en parallèle, ils ont néanmoins, un intérêt commun immédiat : l'apaisement d'une situation complexe et difficile ; des foules d'ouvriers et de soldats impatients de voir l'amélioration de leurs conditions de vie vivement dégradées par la guerre et une économie capitaliste particulièrement violente.

Ce consensus « fonctionna » jusqu'en août 1917. Le gouvernement provisoire assurait la normalisation des rapports avec le patronat, l'état-major des armées et l'Église orthodoxe, tandis que le soviétique tentait de calmer les ardeurs de la base ouvrière. Ce grand écart ne pouvait tenir du fait du refus catégorique de la base de reconnaître la légitimité du gouvernement.

La fédération anarchiste communiste de Petrograd (FAC) pointait l'excessive tiédeur des positions du soviétique (« pousser la bourgeoisie vers la gauche »), et axait sa propagande sur la constitution d'un réseau de communes révolutionnaires et souveraines dont le but serait la réappropriation des terres et des usines afin d'abolir la propriété privée.

Un mouvement anarchiste russe en reconstruction après la terrible répression de 1905 à 1908

À cette époque, les anarchistes sont assez peu nombreux mais leur implantation ouvrière est cruciale ; on les retrouve dans les grandes usines comme Metallicheskii, Poutilov, la poudrerie de Schüsselbourg ; mais aussi dans le port de Petrograd dans lequel Iosif Bleickman mène une propagande intense avant d'entrer au soviétique où il continua son effort pour influencer sur le cours des événements. Les anarchistes sont aussi fort implantés dans les quartiers ouvriers de la ville, notamment Vyborg où ils installent leur quartier général, la datcha Dournovo, suite à la réquisition de la maison d'un ancien ministre de l'intérieur.

En dehors de Petrograd, le mouvement anarchiste est présent dans une dizaine de villes comme Odessa, Toul, Ekaterinoslav, Kharkov et surtout à Moscou où, avec l'aide de Piotr Archinov, émergea une fédération anarchiste-communiste à l'origine du quotidien *Arnarkhia*.

Printemps 1917 : Vers la révolution sociale...

En avril et mai 1917, la situation se tend pour les forces progressistes et les écarts idéologiques se font jour. Alors que le gouvernement bourgeois et socialiste joue l'apaisement et la montre, les forces révolutionnaires, galvanisées par les bases, prises à la gorge par l'urgence d'en finir avec la guerre et la misère, se radicalisent. Un exilé sur le retour, Lénine, crée la surprise. Il prend tout le monde de court dans le camp bolchevik, en proposant une base de revendications proche des anarchistes, notamment en prônant une république des soviets, la

suppression de la police et des fonctionnaires, la formation d'un Etat-commune sur le modèle de la Commune de Paris, et enfin propose l'abandon du mot « social-démocrate » pour le remplacer par « communiste », traditionnellement lié à l'anarchisme.

Ce nouveau programme séduit la base du parti bolchevik composée de jeunes fraîchement encartés et peu formés. De cette manière, il récupère l'initiative au sein du parti.

Pendant ce temps, conscients de leur infériorité numérique et organisationnelle (les bolcheviks sont 10 fois plus nombreux et Voline déplorait ultérieurement le manque de militants formés théoriquement), les anarchistes optent pour une nouvelle stratégie : radicaliser et emmener la base bolchevik et ainsi devancer les consignes de la direction du parti.

Durant cette période, la lutte des classes monte de manière fulgurante. Des comités d'usines élus, souvent à l'initiative des bolcheviks et des anarchistes, fleurissent et multiplient les revendications ; conjointement, des groupes d'ouvriers armés se constituent (bientôt appelés « gardes rouges »). Face à la structuration ouvrière, le patronat riposte en licenciant, pensant soumettre ainsi les travailleurs. Erreur. Les comités d'usines contre-attaquent : grèves, séquestrations, contrôle ouvrier des livres de comptes, surveillance des outils de production.

En mai 1917, un second pôle anarchiste d'orientation anarcho-syndicaliste se met en place à l'initiative d'exilés russes ayant agi dans les mouvements syndicalistes révolutionnaires occidentaux (notamment IWW aux USA et la CGT française) : l'Union de propagande anarcho-syndicaliste (UPAS). Ces militants, dont Voline, Chapiro, Yartchouk, vont à la rencontre des comités d'usines dans lesquels ils prônent la prise en main de la production (l'expropriation pure et simple et l'autogestion). Ils organisent, du 30 mai au 5 juin, la conférence des comités d'usines réunissant 236 entreprises. L'entraide ouvrière se met en place et se structure.

En juin, les campagnes entrent dans la danse : nombres de propriétaires terriens sont expropriés et les paysans se partagent les terres, devançant ainsi le projet de réforme agraire promis par le gouvernement.

Face aux différentes expropriations, les classes dominantes s'organisent et développent une campagne contre-révolutionnaire, notamment, dans la presse bourgeoise qui réclame au gouvernement, une « reprise en main ». Pour ressouder la nation, le ministre Kerenski et le gouvernement organisent une grande offensive d'été sur le front autrichien.

Juin – Juillet 1917 : L'échec des tentatives insurrectionnelles

Face à la montée de l'exaspération, notamment parmi les soldats en garnison, les anarchistes de la FAC tentent de provoquer une insurrection.

Le 5 juin, Asnine et 80 anarchistes tentent de réquisitionner le journal réactionnaire *Rousskaïa* et ainsi de poser la question au soviétique de la réquisition des moyens d'expression de la bourgeoisie. C'est un échec ; les ouvriers typographes restent sur la réserve.

Face à ce coup d'éclat, le gouvernement, soucieux des attentes de la bourgeoisie, exige l'évacuation de la Datcha Dournovo. La réaction popu-

laire est immédiate : 28 usines de Vyborg se mettent en grève et 50 matelots de Cronstad accourent pour défendre le QG anarchiste.

Le 9 juin, 123 délégués réunis à la Datcha Dournovo, votent la manifestation en arme pour le lendemain ; le but étant de sortir la bourgeoisie du pouvoir. Dans la nuit les dirigeants bolcheviks rappellent leurs troupes de peur de défier le soviétique. La manifestation est annulée.

Le 18 juin, le gouvernement organise une manifestation non armée pour symboliser l'unité de la nation. Cette manifestation est une rupture politique. Le gros du cortège se retrouve derrière les mots d'ordre « Tout le pouvoir au soviétique », « A bas l'offensive ». C'est un camouflé pour la majorité menchevik-SR soutenant la politique gouvernementale.

Le point d'orgue de ces tentatives reste les journées des 2, 3 et 4 juillet. Les anarchistes veulent emmener la base bolchevik dans une ultime tentative de renversement du pouvoir. Le 3 juillet, ce sont 50000 ouvriers et soldats qui encerclent le palais de Taouride, siège du gouvernement. Les objectifs sont clairs : arrestation du gouvernement, occupation des gares et du central téléphonique.

La situation piétine. Les cadres bolchevik, Lénine en tête, désapprouvent cette tentative. Malgré une foule chauffée à blanc, l'insurrection ne passera pas le 4.

En réaction et suite à une révélation fracassante sur les financements du parti bolchevik par l'Etat allemand, une vague de répression s'abat sur les mouvements bolchevik et anarchiste : arrestations, perquisitions, désarmement des unités mutinées.

Le retournement du 29 août

Profitant de l'échec de la tentative d'insurrection de juillet, la bourgeoisie veut asséoir sa revanche en liquidant le soviétique de Petrograd et rétablir l'ordre. Pendant ce temps, le mouvement anarchiste se réorganise autour des anarcho-syndicalistes de l'UPAS qui grâce à leurs journaux, réorientent la tactique en prônant l'autogestion socialiste fondée sur les comités d'usines.

Le 29 août, le bruit court que le général Kornilov marche sur Petrograd avec des troupes ramenées du front. La bourgeoisie exulte à tort. Cette nouvelle provoque un électrochoc dans la population. Il faut garder les avancées de la révolution et frapper la bourgeoisie à la tête. On fait réarmer la population pour défendre la ville. Kornilov est contraint d'abandonner faute de ravitaillement et perd une partie de ses troupes suite à une vague de fraternisation avec les gardes rouges.

Suite à ce putsch avorté, une véritable vague de terreur s'abat sur les classes dominantes avec le mot d'ordre « Pillez les pillards ! ». Dans un tel contexte, le gouvernement est complètement lâché.

Les conditions sont réunies ; les forces révolutionnaires commencent à entrevoir les portes du pouvoir. Les bolcheviks sont les mieux placés. Une ultime insurrection se prépare sous leur direction ; les anarchistes sont conscients du risque de récupération du pouvoir et préviennent : il faudra que « le parti politique aspirant au pouvoir et à la domination s'élimine après la victoire et cède effectivement sa place à une libre auto-organisation des travailleurs ».



NESTOR MAKHNO (1888-1934), ouvrier agricole et militant anarchiste. Né à Gouliai-Polié, il mène avec la *Makhnovtchina* le mouvement insurrectionnel paysan d'Ukraine et participe à la rédaction de la *Plate-forme*. Exilé en France, il y meurt dans le dénuement.



PIOTR ARCHINOV (1887-1938), ouvrier serrurier et militant anarchiste, il rejoint la *Makhnovtchina* et participe à la rédaction de la *Plate-forme*. Après une longue période d'exil politique, il retourne en URSS en 1933 et y est exécuté en 1938.



IDA METT (1901-1973), médecin et militante libertaire, elle participe au projet de rédaction de la *Plate-forme*, ainsi qu'au journal des exilés anarchistes russes *Diéolo Trouda* et plus tard au *Libertaire*.

Le putsch d'octobre

Bolcheviks, SR et anarchistes préparent avec minutie, un putsch prévu pendant le 11^{ème} congrès pan-russe des soviets afin d'en obtenir la légitimation. 25000 soldats et gardes rouges encerclent le palais d'hiver où est retranché le gouvernement provisoire. Le congrès s'ouvre le 25 octobre, il regroupe 690 délégués venant de toute la Russie, bolcheviks, SR et anarchistes y sont majoritaires.

À 2 heures du matin, le gouvernement est destitué ; à 5 heures, les congressistes approuvent la destitution et légitime le transfert de pouvoir. Le 26 octobre, le congrès se remet au travail, il est acté l'ouverture des négociations de paix, le partage des terres et la constitution d'un « soviétique des commissaires du peuple » (sovnarkom) dirigé par Lénine et composé exclusivement de bolcheviks. SR et anarchistes sont estomaqués par la manipulation de leurs « camarades ».

Le putsch se termine après 3 semaines de combats à Moscou contre les dernières troupes régulières.

Novembre 1917 – avril 1918 : Vers une troisième révolution avortée

Face à l'hégémonie montante du sovnarkom, les anarchistes s'érigent peu à peu en opposants, en faisant valoir leurs idées. Fort d'appartenir au camp des « vainqueurs », le mouvement anarchiste russe connaît un rapide renforcement : présents dans 150 villes et publiant 55 journaux (*Golos Trouda* sera tiré à 25000 exemplaires quotidiennement), ils s'efforcent, pour contrer les thèses bolcheviks, de promouvoir un pouvoir décentralisé basé sur les soviets libres contre un pouvoir d'Etat centralisé et bureaucratique, une socialisation des moyens de production contre une nationalisation, une force armée composée des milices populaires contre une armée hiérarchisée aux ordres d'un gouvernement.

Face à la résistance de ses « anciens alliés » qui ont pour volonté de mener une guérilla contre l'occupation austro-hongroise, les bolcheviks mettent en place une implacable répression à l'aide de leur toute nouvelle police politique : la tchéka. Après avoir mené une campagne de décrédibilisation du mouvement anarchiste dans la presse, la police de Moscou donne l'assaut dans la nuit du 12 au 13 avril 1918 : 500 arrestations, 30 morts. Ces événements se répètent dans de nombreuses villes partout en Russie (locaux mis à sac, militants emprisonnés, journaux interdits).

Parmi les anarchistes, certains optent pour une collaboration « critique » et seront interdits d'expression en 1921. D'autres choisissent la résistance légale mais la faiblesse de leurs moyens et l'interdiction de leurs journaux, les réduira au silence en 1920. Enfin d'autres choisissent la voie de la clandestinité en publiant des journaux et en commettant des attentats contre les organes communistes.

L'Ukraine sera la dernière poche de résistance. Une importante organisation anarchiste y sera active de fin 1918 à fin 1920, en lien avec l'armée insurrectionnelle de Nestor Makhno.

Il faudra attendre mars 1921 et le soulèvement des marins de Cronstad pour entendre une dernière fois les revendications d'un socialisme égalitaire et autogestionnaire.

Nous contacter :

lepoing.presselibertaire@riseup.net